

Questions orales

C'est un engagement que notre gouvernement est déterminé à respecter.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, les habitants du Canada atlantique savent qu'au cours des années, les rapports sur les pêches sont beaucoup plus concrets que les promesses du gouvernement actuel, pour ce qui est de la situation au Canada atlantique.

De plus en plus, les Canadiens de la côte ouest qui travaillent dans le secteur des pêches se demandent si leur région sera laissée à l'abandon comme ce fut le cas pour la côte est. Il y a 10 000 personnes en Colombie-Britannique dont l'emploi dépend de la transformation du poisson.

Le ministre peut-il nous dire comment le gouvernement fédéral entend protéger ces emplois et voir à ce que les pêches au saumon et au hareng ne soient pas menacées? Le ministre peut-il expliquer à la Chambre comment il peut assurer une gestion efficace des ressources lorsque son ministère ne sait même pas combien de poissons sont pêchés et vendus directement aux États-Unis?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, sans vouloir contredire le chef du NPD qui est sans doute très sincère en posant cette question, je dois dire que le gouvernement et le ministère des Pêches savent très exactement combien de poissons sont pêchés et transformés en Colombie-Britannique et au Canada atlantique.

Ce que nous ne savons pas toujours avec certitude, c'est combien de poissons restent dans l'eau parce que, au cours des années, les méthodes scientifiques ont été changées et améliorées de sorte que nous avons maintenant les pêches au saumon et au hareng les plus abondantes que nous ayons vues sur la côte du Pacifique depuis le début du siècle.

Nous avons importé plus de poissons entiers des États-Unis en 1989 que nous n'en avons exporté dans ce pays. Il y a aussi plus d'emplois dans le secteur de la transformation du poisson en Colombie-Britannique aujourd'hui qu'il n'y en avait en 1984.

La députée devrait faire des recherches; elle découvrirait que ces faits sont tout à fait véridiques.

L'AGRICULTURE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre.

Le vice-premier ministre sait évidemment que le président Bush vient d'annoncer une augmentation du programme d'aide aux exportations américaines et que cette augmentation des subventions à l'exportation des grains américains va donner aux Américains une nouvelle avance pour essayer de rafler les marchés traditionnels du grain canadien.

Qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire pour parer à cette nouvelle menace? Va-t-il annoncer des mesures concrètes et précises pour aider les producteurs céréaliers canadiens à conserver nos débouchés étrangers?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, la députée sait que le projet vise l'année financière 1991 et consiste en une proposition par laquelle le président demande au Congrès 900 millions pour le programme d'aide aux exportations.

J'aimerais lui signaler que pendant l'exercice 1990, le président a demandé au Congrès un milliard et s'est vu accorder 566 millions. Voilà de quoi il s'agit en réalité aujourd'hui.

Cela fait apparaître de façon tout à fait catégorique la nécessité et l'urgence de faire avancer les négociations commerciales multilatérales. À vrai dire, c'est le Canada qui est à l'avant-garde, avec d'autres pays exportateurs de grain comme l'Australie, dans l'examen de cette question.

Je rappellerai à la députée que nous avons là un signal donné par les États-Unis de leur refus de tolérer plus longtemps les distorsions qui se perdurent dans les échanges et qui sont imputables aux pratiques de la Communauté européenne qui, soit dit en passant, est devenue le deuxième exportateur mondial. Elle nous a enlevé la deuxième place pour les exportations mondiales de grain.

Ce sont les Européens qui sont en réalité les grands responsables. Ce que nous constatons, c'est la réaction des Américains. Il faut obtenir une réduction graduelle des subventions qui faussent les échanges pour que nous soyons de nouveau tous au même niveau.

Des voix: Bravo!

* * *

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre qui est l'administrateur des règles sur les conflits d'intérêts pour le gouvernement.